

fusionner pour former un gouvernement et donne au peuple salvadorien la possibilité de bâtir son avenir dans la paix et la justice sociale.

Je tiens à attirer l'attention de la Chambre sur une résolution proposée lors d'une réunion de la section de l'Amérique latine et des Caraïbes de l'Internationale socialiste tenue à Panama le 1^{er} mars. D'après ce que je sais, cette résolution faisait remarquer que le monde n'appréciait pas avec exactitude les motifs de conflit en Amérique latine qui ont leur origine dans des structures socio-économiques injustes et dans le fait que ses habitants étaient privés depuis longtemps de vie démocratique. Le secrétaire d'État a démontré dans son intervention aujourd'hui que le gouvernement était parfaitement conscient des causes socio-économiques à l'origine du conflit au Salvador, et notre gouvernement, à l'instar de beaucoup d'autres, est bien conscient de leur gravité.

La résolution de l'Internationale Socialiste préconisait également de laisser les Salvadoriens maîtres de leur destin et de leur donner le droit à l'autodétermination sans ingérence extérieure. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a répété à de très nombreuses reprises que le gouvernement canadien défendait la même position et le gouvernement n'a pas manqué depuis son arrivée au pouvoir de la préciser en public au cours des mois.

L'Internationale Socialiste a déclaré, dans sa résolution, qu'il fallait s'employer activement à trouver une solution politique à la crise qui existe actuellement au Salvador et à favoriser l'instauration d'un régime démocratique et pluraliste. Là encore, la résolution de l'Internationale Socialiste reflète la position de notre gouvernement.

La résolution exhortait les parties en conflit à œuvrer activement, dans un esprit de liberté et de justice, en vue de promouvoir la liberté des Salvadoriens et la stabilité en Amérique centrale et dans les Antilles. Dans le discours qu'il a prononcé aujourd'hui, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a exprimé les mêmes sentiments, puisqu'il a dit qu'il fallait espérer que les forces démocratiques des deux côtés parviendraient à mettre un terme aux hostilités et à trouver, par les négociations, une solution acceptable.

A ce sujet, il est particulièrement intéressant, à mon avis, de noter que la résolution de l'Internationale Socialiste dont j'ai parlé, passait entièrement sous silence la livraison d'armes par les États-Unis ou par quelque autre pays. Il est également intéressant de noter que dans son discours au vingt-sixième congrès de l'Union soviétique, M. Brejnev n'a même pas mentionné le Salvador.

● (2120)

La résolution dont la Chambre est saisie demande au premier ministre (M. Trudeau) de réclamer auprès du président des États-Unis la cessation de ce qu'on décrit comme une aide militaire «à un régime rétrograde qui supprime les droits civils et combat ceux qui veulent établir un gouvernement démocratique.» La politique du gouvernement est claire. Il s'oppose à toute fourniture d'armes, quelle qu'en soit la provenance. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacGuigan) l'a déclaré explicitement dans ses entretiens. Voilà pourquoi nous

El Salvador

n'avons pas besoin non seulement d'une dénonciation publique mais encore moins d'une dénonciation publique visant une seule partie au conflit comme le demande la résolution. Cela pourrait bien se révéler à la fois inacceptable et sans la moindre utilité. Nous ne devrions pas essayer de jeter la première pierre, mais plutôt inviter les États-Unis à se joindre à nous pour réaliser la tâche véritable, la plus difficile, celle qui nous coûtera le plus mais la seule qui s'impose. C'est-à-dire parler de développement mondial et de la manière dont ces pays vont en bénéficier.

Dans son rapport sur le développement mondial, la Banque mondiale affirme que les pires aspects de la pauvreté absolue incluent non seulement les faibles revenus mais aussi la sous-alimentation, la mortalité infantile, la maladie et l'ignorance. Ces maux peuvent être atténués par des programmes de développement et il est certain, quoique moins évident, qu'il existe une interdépendance très complexe entre les différents aspects du développement humains, tout comme c'est le cas entre le développement humain et l'accroissement des revenus. L'hygiène, l'alimentation, l'éducation et la fécondité sont interdépendantes. Chose aussi étonnante qu'inattendue, l'éducation, surtout l'instruction des femmes, entraîne de profondes répercussions sur la fécondité, l'hygiène infantile et la nutrition.

On le voit bien, le développement est un processus d'interdépendance, une sorte de cercle qui peut être vicieux ou vertueux selon les circonstances et les politiques. C'est un procédé qui a sa propre inertie. Ce qui est fait ou n'est pas fait aujourd'hui influence profondément ce qui sera fait dans dix ans ou plus.

Rien ne peut supprimer la misère et la pauvreté universelles du jour au lendemain. L'épanouissement humain, même s'il est nécessaire, n'est pas la panacée. Il faut des politiques efficaces, un soutien actif et éclairé du reste du monde et même à ce moment-là, les progrès seront extrêmement lents.

Mes amis qui sont membres du groupe de travail sur les relations Nord-Sud, le député d'Edmonton-Sud (M. Roche) et le député de Saskatoon-Est (M. Ogle), conviendront que la population constitue la richesse la plus précieuse d'un pays. Comme Franklin Roosevelt l'a dit un jour: «Nous ne pouvons pas toujours construire l'avenir pour nos jeunes, mais nous pouvons préparer nos jeunes à l'avenir».

Brandt offre un choix au monde: créer un avenir de paix et de prospérité ou vivre dans le chaos. Derrière les cas flagrants et quotidiens d'affrontement, une nouvelle coopération mondiale est réalisable et une troisième vague est en train de voir le jour à grand-peine.

Les Américains sont capables d'éprouver beaucoup de compassion et d'amour pour tout le genre humain. Lorsque j'étais à Washington l'an dernier, j'ai eu l'occasion de m'interroger sur le grand rêve américain à l'échelle du monde. J'ai obtenu la réponse que j'espérais. Ce rêve englobe la liberté et l'évolution économique des individus, même dans les pays les moins développés. S'ils ne manquent pas d'eau, si leurs besoins fondamentaux sont comblés et qu'ils reçoivent des soins médicaux, qui sait quelles hauteurs ils pourront atteindre et quel genre de développement ils seront en mesure de connaître?